



Ministère des Ressources en eau

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, entamera, demain, une visite officielle en Iran

L'Algérie pourrait produire dès 2018 de l'électricité à partir du traitement des eaux usées (responsable)



La station d'épuration des eaux usées du groupement urbain d'Oran (photo publiée sur le site web de SGI Consulting SA : <http://www.sgigroupe.com>).

Selon le directeur de l'Office national d'assainissement pour Tizi-Ouzou, Farid Ladjel, dans un premier temps, l'énergie produite sera exploitée pour faire fonctionner les stations d'épuration des eaux usées elles-mêmes.

L'Algérie pourra produire, dans deux ou trois ans, de l'électricité et du biogaz à partir des déchets issus du traitement des eaux usées. C'est du moins ce qu'a annoncé le directeur de l'Office national d'assainissement (ONA) pour la zone de Tizi-Ouzou, M. Farid Ladjel, à l'agence de presse algérienne (APS).

"Les boues générées par le traitement des eaux usées dans certaines stations d'épuration contiennent du méthane qui est un biogaz à partir duquel nous pouvons produire de la chaleur et de l'électricité. Nous avons entrepris les premières démarches dans ce sens pour commencer à produire ces énergies selon cette méthode dans deux à trois ans", a expliqué M. Ladjel, rencontré au 12ème Salon international des équipements, des technologies, des services de l'eau et de l'environnement (Sisee-Pollutec 2016), qui se tient du 1er au 4 février aux Palais des expositions aux Pins Maritimes.

Dans un premier temps, explique le responsable, les énergies produites selon ce procédé seront exploitées pour faire fonctionner les stations d'épuration elles-mêmes avant d'être fournies aux petites localités voisines au bout de trois années.

Une étude menée dans le cadre du programme relatif à la gestion de l'eau Eau II, lancée en 2012 en partenariat avec l'Union européenne, a déjà permis d'identifier les stations d'épuration susceptibles de générer de l'énergie dans le cadre du processus de valorisation des boues issues du traitement des eaux usées. Il s'agit des stations de Baraki (Alger), de Annaba, d'El Karma (Oran), de Batna, de Djelfa, de Sétif et de Bordj Bou-Argeridj.

"Au niveau des stations d'Alger et de Batna, nous avons déjà installé des digesteurs qui sont des machines permettant de générer des biogaz à partir des boues récupérées. Nous faisons le nécessaire pour accélérer la cadence au niveau des autres stations", explique M. Ladjel.

Les boues produites au niveau des stations d'épuration peuvent également être utilisées dans le secteur agricole du fait qu'elles constituent d'excellents fertilisants.

"Nous avons déjà commencé à fournir aux agriculteurs de la région de Tizi-Ouzou des engrais générés par la valorisation des boues et nous souhaitons élargir cette expérience à d'autres régions du pays", poursuit-il.

A rappeler que l'ONA a récemment engagé une procédure auprès de l'Institut national de normalisation (IANOR) en vue de mettre en place un cadre réglementaire pour le recyclage des boues dans le secteur agricole.

UN NOUVEAU BARRAGE INAUGURÉ À DAMOUS (TIPASA) OÙ LE MINISTRE A ASSURÉ

Pas d'augmentation du tarif de l'eau potable

L'ALIMENTATION en eau potable ne sera pas affectée par le manque de pluviométrie.

■ ABDELKRIM AMARNI

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement (Mree), Abdelouahab Nouri, a estimé, mercredi dernier à Tipasa, que le « stress hydrique » auquel est confrontée l'Algérie, depuis plus de trois mois, n'aura pas d'incidence sur l'alimentation en eau potable (AEP) des citoyens, écartant, par la même occasion, toute hausse du prix de l'eau potable. Il dira à ce propos, non sans satisfaction, que « L'Algérie dispose actuellement d'un stock de sept milliards de m³ d'eau, soit 70% des ressources hydriques superficielles ». Mais, il ne manquera pas toutefois de dire aussi que, mais « de nouveaux apports hydriques sont plus que souhaitables pour atténuer l'impact néfaste de ce manque de pluviométrie prolongé » assimilé à tort à une

sécheresse. Le premier responsable du Mree s'exprimait ainsi à l'issue d'une visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée mercredi dernier dans la wilaya de Tipasa.

« Les pouvoirs publics vont continuer, dans le cadre de la politique sociale du gouvernement, à subventionner cette matière vitale, malgré les difficultés financières auxquelles fait face le pays » a martelé le ministre Nouri. Se montrant de nouveau rassurant, il précisera « qu'aucune hausse n'est envisagée, pour le moment ». Le ministre des Ressources en eau a annoncé, en marge de la cérémonie de réception du barrage de « Kef Ed-Dir », sur les hauteurs de la commune de Damous, (w. de Tipaza), la livraison prochaine de cinq nouveaux barrages, en construction à travers différentes régions du pays. Ainsi, le barrage de « Kef Ed-Dir », assurera, selon le ministre, « une autonomie totale pour toute la région ouest de la wilaya de Tipasa, en termes d'eau

potable, mais également sur le plan de l'irrigation » des riches terres agricoles de la wilaya de Tipasa et nombre de communes limitrophes.

Cet ouvrage hydraulique a été confié en 2008 à une entreprise italienne, mais le contrat avec cette entreprise fut résilié, pour divers motifs, avant d'être confié, à nouveau, en 2012, à l'entreprise Cosider, pour un montant de 27 milliards de DA. Ce barrage est doté d'une capacité de retenue de 125 millions/m³. Nouri a donné instruction, au cours de cette cérémonie, pour entamer, dans les meilleurs délais possibles, les travaux de transfert des eaux de ce barrage au profit de onze localités de l'ouest de la wilaya. Une dotation financière d'un montant de l'ordre de 10 milliards de DA a été affectée à ce projet dont vont bénéficier, en outre, six communes limitrophes relevant des wilayas de Chlef et de Ain Defla. Le ministre a par ailleurs procédé, à Cherrhell, à la

mise en service d'un château d'eau, d'une capacité de 20 000 m³, avant d'inspecter la station de traitement d'eau de mer de Fouka-marine, qui offre une capacité de 120 000 m³. En ce lieu, le ministre a insisté sur la nécessité de réfléchir au moyen d'augmenter la capacité de traitement de la station, afin « d'assurer l'autonomie de la wilaya en matière d'alimentation d'eau potable ». Plusieurs autres infrastructures hydrauliques, en l'occurrence la station de pompage de Sidi-Amar, la station d'épuration de Chenoua et le barrage de Boukerdane, ont été visitées par le ministre qui a saisi cette occasion pour réitérer sa « mise en garde » aux responsables du complexe « Tonic Industrie », entreprise publique économique algérienne, leader de l'industrie du papier, de l'emballage et des arts graphiques, dont les rejets en mer constituent une réelle menace écologique sur la faune marine et le littoral de Bousmail. A. A.

Tipasa

Malgré la sécheresse, l'AEP n'est pas dans le rouge

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouhab Nouri, lors de sa visite mercredi à Tipasa, où il a inspecté le chantier du barrage Kef Eddir, a instruit les responsables de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) à achever rapidement l'étude d'installation des réseaux pour la distribution de l'eau potable aux habitants de la région ouest de la wilaya qui souffrent d'un déficit en la matière.

DE TIPASA, DJAMILA SEDDIKI

Le ministre ne manquera pas d'insister sur la nécessité de protéger le périmètre de sécurité du barrage où sont implantées des cultures sous serres des agriculteurs qui encourent des risques d'inondations et doivent impérativement faire l'objet de déplacement sur une autre parcelle. Le barrage, qui est déjà mis en eau depuis le mois de décembre dernier avec, à ce jour, 1,6 million m³ d'eau, étant donné la faible pluviométrie de cette année, une fois qu'il atteindra son taux de remplissage théorique de 125 millions m³, desservira les communes de Tipasa, Damous, Gouraya, Larhat, Beni Mileuk, Sidi Semiane, Cherrhell et Sidi Ghiles. Le barrage Kef Eddir, situé à l'extrême ouest de la wilaya de Tipasa, le deuxième du genre dans la wilaya, après le barrage Boukerdane, situé dans la daïra de Sidi Amar, a été mis en eau, en espérant que les conditions climatiques seront moins capricieuses et surtout généreuses pour son remplissage. D'une capacité totale de stockage de 125 millions m³ avec une superficie du bassin versant de 490 km², ce barrage, très attendu par les populations de la partie ouest de la wilaya, va desservir les habitants des wilayas limitrophes de Chlef et d'Aïn Defla, en même temps que Tipasa, aussi bien pour l'alimenta-

tion en eau potable (AEP) que pour l'irrigation. Lors de sa visite, le ministre a pris connaissance des différentes raisons du retard accusé sur tous les fronts par ce projet qui a connu de nombreuses péripéties et des répercussions négatives sur les délais de livraison avec arrêt du chantier pendant de longs mois en raison de litiges et de contentieux provoqués par l'entreprise de réalisation et la présence de familles sur le site. L'affectation d'un terrain d'assiette de 5 000 m² a permis de dégager le terrain occupé pour les servitudes du barrage et partant de délocaliser des équipements de services publics, à l'exemple d'une salle de soins, d'une école, et de construire des logements pour 25 bénéficiaires. Le barrage Kef Eddir est un exemple d'intégration et d'intercommunalité dans le sens où il contribuera à effacer les limites géographiques de trois wilayas limitrophes, une fois achevé. Situé sur l'oued Damous, à 8 km en amont de la ville, le barrage Kef Eddir est destiné à satisfaire en eau potable et en eau d'irrigation les besoins de la région ouest, composée de 3 wilayas. A ce titre, à Tipasa, les localités de Damous, Larhat et Beni Mileuk, Cherrhell, Gouraya, Sidi Semiane et et Sidi Ghiles seront desservies par cet ouvrage. Dans la wilaya de Chlef, ce sont quatre communes, que sont Zeboudja, El Karimia, Beni Haoua et Oued Fodda,



tandis que les trois localités de la wilaya d'Aïn Defla, à savoir Tachta, El Abadia et Aïn Bouyahia, seront alimentées en même temps que le périmètre d'irrigation du Moyen-Cheliff, qui sera renforcé par un volume supplémentaire. La mise en service de l'extension de la station de Sidi Amar a été faite lors de la visite du ministre, qui se félicitera que celle-ci sera d'un apport certain en matière d'amélioration du quota distribué, puisqu'il va passer de 34 000 m³/j à 51 800 m³/j une fois le projet de réhabilitation de cette dernière, lancé par la Seaal, complètement achevé. L'augmentation de la capacité de traitement de cette station permettra de renforcer l'AEP dans les communes de Sidi Ghiles, Cherrhell, Sidi Amar, Menacer, Nador, Hadjout, Tipasa et Sidi Rached, au profit de 230 000 habitants au total. Par ailleurs, une nouvelle phase de réhabilitation des ouvrages de la station de Sidi Amar (filiales 01 et 02) est prévue, prochainement, notamment en matière d'équipements hydromécaniques, électromécaniques, instrumentation et équipements d'électricité et automatisme de la station de Boukerdane. Concernant l'environnement, le ministre,

qui s'est enquis de la situation du CET de Sidi Rached, saturé, de la STEP du Chenoua, dont les eaux traitées devraient faire l'objet d'une valorisation par leur réutilisation pour l'agriculture, et d'autres points relatifs à la pollution marine de Bou Ismail qui doit cesser. Concernant l'aménagement de l'aire dite des Anses de Kouali, le ministre a exprimé son mécontentement et sa déception, ce qui a poussé le wali à donner un délai d'un mois aux responsables du projet pour le revoir de fond en comble, en particulier les travaux de la bâtisse en bois réalisée sur le site destiné au loisir, à la promenade et la découverte écologique. Lors d'un point de presse, le ministre, répondant à la question du rationnement de la distribution de l'eau face à la faible pluviométrie, indiquera que malgré la sécheresse et la situation préoccupante pour certains, comme celle du barrage Bouroumi (Blida), les réserves ne sont pas dans le rouge, puisque, selon lui, les réserves en eau disponibles sont de 70%, ce qui n'empêche pas qu'une réflexion est en cours avec les autorités locales pour faire face au déficit dans les zones qui sont affectées. ■

الطارف

استئناف أشغال إنجاز سد بوخروفة بعد أسبوع من التوقف

استؤنفت أمس الأول أشغال إنجاز مشروع سد بوخروفة بطاقة 125 مليون متر مكعب ببلدية بوثلجة بولاية الطارف، بعد توقف دام أسبوع بسبب اعتراض سكان قرية أولاد بوبكر بحجة المساس بحرمة مقبرة متواجدة بجوار المشروع.



واحتج السكان معترضين على الأشغال بعد قيام الشركة بنقل الأتربة من إحدى المواقع المحاذية للمقبرة لإنجاز حزام السد، قبل أن تعرف المشكلة انفراجا بتدخل السوالي، و معاينته للمشروع أمس الأول رفقة عدد من أعضاء الجهاز التنفيذي، حيث أمر الشركة التركية التي أوكلت لها الأشغال بالإسراع في استئناف الأشغال، مع التكفل بإزالة كل العقبات التي قد تعترض المشروع لأهميته الاقتصادية والاجتماعية، وحثها على دعم الورشات بالإمكانات المادية والبشرية والرفع من وتيرة الإنجاز واحترام الأجل المحددة للأشغال.

و أمر السوالي باستعمال القوة العمومية لمواجهة المعترضين على المشروع تفاديا لتعطل الأشغال، لكنه دعا المصالح المعنية إلى تغليب لغة الحوار مع السكان وتحسيسهم وتوعيتهم بأهمية المشروع الموجه لهم بالدرجة الأولى والذي سيوفر خلال مرحلة الإنجاز 800 منصب شغل لفائدة سكان المنطقة، علاوة على تخصيص مياه السد لتلبية احتياجات الفلاحين في مجال السقي الفلاحي من خلال توسيع المساحة المسقية في إطار برنامج رئيس الجمهورية إلى مليون

رقم 2 بطاقة 60 مليون متر مكعب وسد بوخروفة بطاقة 125 مليون متر مكعب، وهذا في إطار مشروع حماية سهل الطارف من الفيضانات، المدرج على 3 مراحل الأولى تخصص تهيئة الأراضي الفلاحية من عين العسل شرقا إلى بن مهيدي غربا مروراً ب 6 بلديات على مساحة 17 ألف هكتار، و المرحلة الثانية تتمثل في إنجاز 3 سدود، فيما تتضمن المرحلة الثالثة والأخيرة وضع شبكة لسقي أزيد من 12 ألف هكتار من الأراضي الفلاحية، وهي العملية التي يناهز غلافها المالي الإجمالي 100 مليون دولار. ق. باديس

هكتار مع أفاق 2017، وإعادة استغلال الأراضي المهملة والبور. وهو ما يحافظ على استقرار السكان ويحسن إطارهم المعيشي و يستحدث آلاف مناصب الشغل للعاطلين بحكم خصوصيات الجهة الفلاحية. وأشار مدير السوارد المائية مصطفى مشاطي إلى تسوية كل المشاكل لإنجاز مشروع سد بوخروفة الموجه لمحاربة الفيضانات و توسيع المساحة المسقية بسقي 9200 هكتار من الأراضي الفلاحية، وهذا من ضمن 3 سدود مبرمجة للإنجاز ويتعلق الأمر بسد بولطان 49 مليون متر مكعب، سد بوناموسة

في إطار زيارة رسمية تمتد لثلاثة أيام ابتداء من يوم غد نوري في إيران لبحث سبل تعزيز التعاون الثنائي في قطاع الماء



■ سيقوم وزير الموارد المائية والبيئية، عبد الوهاب نوري، ابتداء من يوم غد، بزيارة رسمية إلى إيران لمدة ثلاثة أيام. وحسب البيان الصادر عن وزارة الموارد المائية والبيئية، تدخل هذه الزيارة في إطار تعزيز التعاون الثنائي بين البلدين في مجال الموارد المائية والبيئية.

■ سيقوم وزير الموارد المائية والبيئية، عبد الوهاب نوري، ابتداء من يوم غد، بزيارة رسمية إلى إيران لمدة ثلاثة أيام. وحسب البيان الصادر عن وزارة الموارد المائية والبيئية، تدخل هذه الزيارة في إطار تعزيز التعاون الثنائي بين البلدين في مجال الموارد المائية والبيئية.

■ ل.ح

■ سيقوم وزير الموارد المائية والبيئية، عبد الوهاب نوري، ابتداء من يوم غد، بزيارة رسمية إلى إيران لمدة ثلاثة أيام. وحسب البيان الصادر عن وزارة الموارد المائية والبيئية، تدخل هذه الزيارة في إطار تعزيز التعاون الثنائي بين البلدين في مجال الموارد المائية والبيئية.

يذكر أن اللجنة العليا المشتركة الجزائرية الإيرانية كانت قد اجتمعت، في ديسمبر الفارط، بالجزائر، وتمخض عنها

قال إن الجفاف لن يؤثر على تزويد المواطنين بالماء الشروب ، نوري:

رفع أسعار الماء غير وارد

أكد وزير الموارد المائية والبيئة عبد الوهاب نوري أن أزمة الجفاف الحادة التي تشهدها الجزائر منذ ثلاثة أشهر "لن تؤثر على تزويد المواطنين بالماء الشروب" التي تبقى مسألة رفع تسعيرته أيضا "غير واردة في الوقت الراهن".

■ ليندة س. واج



وأوضح الوزير في تصريح صحفي على هامش زيارة قادته الى تيبازة نهاية الاسبوع الماضي أن الجزائر تتوفر حاليا على 70 بالمائة من مخزون المياه المقدر إجمالا بـ7 مليار متر مكعب على مستوى السدود، مشيرا إلى أن الآمال تبقى معلقة على تساقط كميات معتبرة من الأمطار خلال الأشهر القادمة.

وبخصوص رفع محتمل لأسعار الماء الشروب، جدد الوزير أن السلطات العمومية ستواصل دعمها لهذه المادة الحيوية كتوجه إستراتيجي للسياسة الاجتماعية للحكومة، مؤكداً أنه "غير وارد بتاتا رغم الوضع المالي الصعب الذي تمر به البلاد".

وكان الوزير قد أعلن على هامش إشرافه رفقة والي تيبازة عبد القادر قاضي على استلام سد كاف الدير بأعالي الداموس بأقصى غرب الولاية عن قرب استلام خمسة سدود أخرى عبر الوطن في إطار المشاريع المهيكلية الكبرى لفائدة القطاع.

واعتبر نوري الخطوة بالكبيرة لتأمين استقلالية شاملة لولاية تيبازة بخصوص التزود بالماء الشروب وسقي الأراضي الفلاحية خاصة الناحية الغربية لولاية تيبازة التي تعرف تذبذبا كبيرا في هذا المجال.

وأعطى بالمناسبة تعليمات من أجل الشروع عاجلا في مشاريع تحويل الماء لشروب لـ11 بلدية غربي تيبازة بغلاف مالي إجمالي يقدر بـ10 ملايين دج، مؤكدا أن الأولوية لولاية تيبازة على

مكعب ضمنا لاستقلالية ولاية تيبازة في هذا المجال.

كما شكّلت الزيارة فرصة أمام الوزير للإطلاع عن قرب على وضعية قطاعه بولاية تيبازة من خلال تفقد محطة ضخ المياه بسيدي أعمر ومحطة التطهير بشنوة وسد بور كردان، إلى جانب منشآت أخرى خاصة بقطاع البيئة كمرکز الردم التقني للنفايات بسيدي راشد ومشروع نتوات كوالي بتيبازة.

وبخصوص ساحل بواسماعيل الذي يتعرض لكارثة بيئية جراء صبّ مجمع تونيك لنفاياته الصناعية، قال نوري إن مصالحه ستتخذ إجراءات رديعية في حق المصنّع، موضّحا أنه "لا يمكن السكوت على الوضعية".

اعتبار أن سد كاف الدير مطالب بتزويد 6 بلديات بولايتي الشلف وعين الدفلى المتاخمتين لتيبازة.

وتقدر الطاقة الاستيعابية لمشروع سد كاف الدير الذي انطلقت به الأشغال سنة 2006 لكن تمّ فسخ العقد مع شركة إيطالية ومنح لشركة كوسيدار سنة 2012 بـ125 مليون متر مكعب وخصص له غلاف مالي يفوق الـ27 مليار دج. وفي سياق تقوية التزود بالماء الشروب، أشرف الوزير على وضع حيز الخدمة خزان ماء بسعة 20 ألف متر مكعب لفائدة بلدية شرشال قبل أن يؤكد في الصدد أن محطة فوكة لتحلية مياه البحر مطالبة بمضاعفة قدرة إنتاجها المقدر حاليا بـ120 ألف متر